

<https://www.pressegauche.org/Et-maintenant-Die-Linke-Les-defis-apres-le-congres-federal>



# Et maintenant, Die Linke ? Les défis après le congrès fédéral

- International - Europe -



Date de mise en ligne : mardi 22 juin 2021

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Le 27 février, Die Linke a élu deux nouvelles présidentes - Janine Wissler et Susanne Hennig-Wellsow - ainsi qu'un nouvel exécutif. Nombre des nouveaux membres de cette direction appartiennent à la jeune génération qui s'est engagée à renouveler le parti : d'en faire un parti socialiste moderne reposant sur ses adhérents. De grandes opportunités s'offrent à Die Linke, mais le parti fait également face à d'énormes défis.**

Tiré d'Inprecor, no 683â€”684, mars-avril 2021

Par Thomas Goes\*

### **Une nouvelle génération bouleverse la structure traditionnelle des courants**

Le parti entre dans une nouvelle phase. De nouvelles présidentes, qui apportent un vent nouveau après des années de dissensions internes, ont été élues. Ce vote était important. Mais ce n'est pas l'essentiel. Ce qui est décisif, c'est autre chose : le congrès a montré le visage d'un parti nouveau, plus jeune. Pour cette génération, les anciennes traditions véhiculées par des militants qui ont grandi politiquement dans les années 1970 et 1980 sont moins importantes.

Cette nouvelle génération s'est formée dans les mouvements contre l'extrême droite (de Pegida à l'AfD), dans les campagnes de Die Linke sur le logement ou la santé et dans le mouvement pour la justice climatique. Nombre d'entre eux ont acquis une expérience dans le travail syndical et certain-es sont de jeunes permanent-es responsables de leur syndicat. Mais il est vrai qu'une majorité est passée par le lycée classique plutôt que par le lycée professionnel, et beaucoup ont fait des études.

La configuration des courants à l'intérieur du parti s'est fortement modifiée. Sozialistische Linke, longtemps puissante à l'ouest, a perdu de son importance. En particulier parce que plusieurs de ses représentants les plus visibles en ont fait le cœur de la résistance contre la refonte de Die Linke mise en route depuis 2012 : vers une gauche apte à mener des campagnes et à organiser les gens, un parti dont ses membres peuvent s'emparer pour expérimenter, et qui parallèlement établit un plan de bataille sur toutes les questions sociales centrales. Alors que parmi le nouvel exécutif du parti, composé de 44 personnes, il n'y a aucun membre de Sozialistische Linke, 20 candidats ont été élus avec le soutien de ce que l'on appelle Bewegungslinke (la gauche en mouvement). Ce serait un raccourci de prendre cela pour un glissement à gauche car l'éventail des réformateurs et réformatrices qui, en particulier, donne une importance à la participation gouvernementale, peut également être satisfait de ce congrès. Les réformateurs sont bien représentés à la direction et en ce sens cette orientation s'est aussi consolidée dans le parti.

La Bewegungslinke s'est constituée lors de la bataille sur la refonte du parti. Au travers des interventions de Katja Kipping et plus particulièrement de Bernd Riexinger, ce jeune courant a soutenu et défendu de nouvelles façons d'envisager l'activité du parti. Il se considère lui-même comme un courant « gauche de classe » dans le sens où il considère la lutte de classe comme un moteur central du développement auquel Die Linke doit activement participer. Cependant, il entend combiner la lutte de classe à celle contre d'autres formes d'oppressions et de discriminations. C'est pourquoi il se définit également comme fondamentalement féministe, antiraciste et écologique.

Ce qui est marquant dans ce congrès, ce ne sont pas les vingt membres de la direction soutenus par la « gauche de

mouvement » mais le fait qu'il est apparu clairement à quel point le renouvellement stratégique a porté ses fruits. Et ce renouvellement n'était pas la préoccupation d'un seul courant, mais d'une majeure partie des adhérents - au-delà de la délimitation des courants et d'autres appartenances.

Quoi qu'il en soit, Die Linke d'aujourd'hui n'est plus Die Linke de 2012. Le cadre stratégique s'est déporté. Janine Wissler a de nouveau réaffirmé lors du congrès que « la solidarité est indivisible ». Ceci indique fondamentalement une extension du champ d'intervention. Naturellement, Die Linke est le parti qui défend un renouveau socialiste de l'État social et qui lutte contre la militarisation de la politique étrangère. Mais il veut également être le parti de la résistance antifasciste et antiraciste, et le parti de la justice climatique. « La solidarité est indivisible » indique à ce titre la tentative de forger de nouvelles alliances au sein du mouvement social à même de mettre en oeuvre un changement fondamental de la politique. Il s'agit, d'une part, de regrouper celles et ceux qui vivent dans la précarité, avec le coeur de la classe ouvrière encore non exposée à celle-ci et les salariés de la classe moyenne. D'autre part, regrouper celles et ceux qui s'engagent dans les différents mouvements sociaux ou sympathisent avec eux.

Die Linke est donc confrontée à une série de défis qu'elle doit relever et face à des opportunités qu'elle doit saisir.

### **Un projet politique fédérateur et une culture politique unifiante**

Un défi de premier ordre dans les mois et années à venir sera de relancer un projet autour d'une culture politique renforçant ce qui est commun à des membres issus de milieux sociaux et de sensibilités politiques différentes et qui s'organisent au sein de Die Linke. Des appels à l'unité, aussi importants soient-ils, ne suffiront pas. Fédérer signifie aborder d'autres expériences, d'autres priorités et d'autres valeurs de telle sorte que les différences ne doivent pas être abandonnées, mais peuvent être rendues fructueuses dans le cadre d'un travail politique commun.

Cela fonctionne d'autant mieux que toute l'énergie est consacrée à élaborer de bonnes propositions de réformes politiques, en essayant ensemble de susciter l'enthousiasme autour de Die Linke, en reliant les initiatives et les organisations en vue de constituer des alliances et d'attaquer les adversaires politiques. Une culture politique fédératrice ne doit pas balayer d'un revers de main les divergences d'opinion, mais doit développer des usages et des règles qui mettent au premier plan ce qui est commun, permettant ainsi de se renforcer mutuellement. De tels liens et accords se forment le mieux autour de tâches pratiques. Les deux requièrent cependant de la curiosité, du respect et la capacité à se conformer aux décisions démocratiques. Dépenser une culture de la suspicion et de l'animosité - telle qu'elle s'est répandue dans Die Linke ces dernières années - est donc une question de survie pour le parti.

### **Démontrer qu'un gouvernement rebelle pourrait imposer des réformes avancées**

La sempiternelle question de savoir comment Die Linke peut mettre en oeuvre ses revendications va à nouveau être mise à l'ordre du jour. Susanne Hennig-Wellsow, l'une des deux nouvelles présidentes, porte de manière offensive l'ambition d'être à la tête d'un gouvernement de coalition avec le SPD et les Verts. L'idée que Die Linke doit également viser un gouvernement de gauche en Allemagne est juste. Ce qui sera toutefois contestable - et c'est tout sauf un détail - c'est ce que cela signifiera exactement lorsque cela sera possible et ce qui devra se produire pour que Die Linke devienne « apte à gouverner ». Ni chez Susanne Hennig-Wellsow ni chez Katja Kipping qui, ces dernières années, d'une manière un peu moins provocatrice, allait dans le même sens, on n'a cependant pu lire jusqu'ici des contributions qui s'attaqueraient de manière plus concrète aux défis et problèmes que pose une telle stratégie ainsi qu'aux étapes intermédiaires qu'elle implique. « Nous voulons, devrions, pouvons » sonne certes de manière volontariste, mais clarifie peu de choses. Il serait souhaitable que ce débat soit mené de manière plus intensive.

Un gouvernement de gauche ne sera pas possible cet automne. Il n'existe en ce moment pas de fondements pour un « gouvernement de la solidarité et du renouveau démocratique ». Il n'y a eu pour ainsi dire aucun échange sérieux entre les partis et les forces sociales qui leur sont liées. Une coalition pour le changement existe au mieux dans l'esprit de quelques militant-es et de quelques responsables, et même là, il s'agit tout au plus de quelque chose de vague. Mais un gouvernement, qui doit imposer des réformes dans un contexte d'affrontement, ne peut pas être suspendu dans l'air. Malgré tout, des membres sceptiques de Die Linke seraient bien avisés de ne pas opposer un simple « Non » à l'option gouvernementale et de ne pas se retrancher de manière défensive derrière des lignes d'arrêt rouges. La gauche de Die Linke devrait en particulier élaborer la capacité du parti d'exercer le pouvoir dans un gouvernement rebelle.

Le préalable est d'être en capacité d'organiser (ou co-organiser) les conflits sociaux et de les traduire en réformes avancées - au travers d'une confrontation ardue avec une partie de l'administration, la droite, la bourgeoisie et une partie de la classe moyenne. Quelles sont donc les réformes que le parti devrait entreprendre ? Est-ce que Die Linke aura les reins assez solides pour traverser les tempêtes qu'une politique de réformes ambitieuses déclencherait ? À quoi doit ressembler notre projet politique, qui doit être davantage qu'une somme de quelques réformes, mais qui montre où nous voulons que le pays aille à court et moyen terme ? Comment éviter que Die Linke ne descende dans l'arène tel un tigre s'attaquant joyeusement à de vraies réformes pour finir comme une carpette des Verts et de la social-démocratie (« on ne peut pas faire davantage, le rapport de forces n'y est pas ») ? Et puis : comment construire dans les années à venir de véritables alliances politiques qui puissent réellement porter et imposer un tel modèle de développement pour une Allemagne plus solidaire et plus démocratique ? Et ce qui n'est pas la moindre des choses : comment un tel projet nous rapproche-t-il du socialisme, comment rendons-nous le socialisme plus vraisemblable ?

### **Apprendre à entrer en conflit, construire le pouvoir**

Un préalable absolu pour ce type de capacité à gouverner est la construction d'un pouvoir social - mais aussi d'un pouvoir d'organisation de Die Linke lui-même. Un parti de gauche en situation de gouverner doit également être en mesure de se battre. Toute personne qui considère avec honnêteté l'état de Die Linke devra admettre qu'il va lui falloir encore pas mal d'heures d'entraînement pour se mettre à niveau.

Un pouvoir d'organisation émerge lorsque des militant-es ont envie de se mettre en mouvement, quand ils et elles agissent de manière enthousiasmante sur leur propre milieu, continuent à se former politiquement et également lorsqu'il est possible de créer plus de postes de permanent-es dévoués. Le pouvoir social et le pouvoir d'organisation ne sont évidemment pas la même chose, mais les deux vont de pair.

Le pouvoir social, Die Linke ne l'a pas quand elle se contente de dénoncer des problèmes politiques et sociaux de la vie de tous les jours et d'en faire des questions politiques, des idées et des revendications dont on débat autour d'une table. Le pouvoir social, elle l'a lorsque des personnes au-delà de ses propres rangs veulent les défendre. Plus il y a de militants et de militantes actives, meilleure est la formation politique, plus le parti est sur le terrain un interlocuteur attractif, plus il est facile d'y arriver. Faire de Die Linke un parti ancré dans la société qui relie les gens, fait évoluer leurs idées et qui soit en mesure d'exister lors de confrontations sociales est en ce sens une condition préalable pour être capable de gouverner le pays dans un contexte de conflit et de le transformer.

Vouloir être un parti de gouvernement sans être capable de devenir un parti des luttes conduira certainement à une défaite politique. Ainsi, il sera important de renforcer Die Linke comme parti vivant sur le terrain, qui organise autour de thèmes sociaux et est visible dans les parlements locaux, afin de soutenir des initiatives et des mouvements et rendre tangibles des alternatives au plan local : Préservation de l'hôpital ? Transition écologique en matière de transport ? Construction de logements ? Les résultats des dernières élections régionales de Bade-Wurtemberg et en

Rhénanie-Palatinat ont montré qu'il reste encore beaucoup à faire dans ces domaines. Des résultats conséquents dans quelques villes (cela vaut également pour les résultats les plus récents aux élections municipales en Hesse) indiquent qu'il existe également un potentiel prometteur.

### **Apporter des réponses aux bouleversements politiques centraux**

Toutefois, Die Linke devra à brève échéance construire ce pouvoir social tout en apportant des réponses pratiques à trois bouleversements politiques centraux.

Premièrement, pour surmonter les aspects économiques et sanitaires de la crise du Covid, le gouvernement fédéral a dépensé beaucoup d'argent en aides économiques et amortissements sociaux, par exemple par le biais de l'allocation de chômage partiel. Il ne s'agit pas là d'une crise profonde du néolibéralisme, mais d'une intervention de l'État à chaque phase de crise depuis le milieu des années 1970. Les revirements programmatiques du SPD et des Grünen sont plus intéressants. Tous deux feront des promesses sociales au cours des prochains mois, avant les élections au Bundestag. De mon point de vue, la question de savoir si cela mènera par exemple à une modification de leur politique réelle reste ouverte, même si le scepticisme est de rigueur. L'épreuve de vérité interviendra après les élections au Bundestag, car il faudra payer le prix de la politique de crise Covid. On se fourvoie aisément avec des pronostics, mais une politique de redistribution du haut vers le bas ne figurera pas à l'agenda de la prochaine coalition gouvernementale, particulièrement si c'est une coalition entre partis de l'union CDU-CSU et les Verts. Nous devons dans l'année à venir mener des luttes défensives et pour une autre répartition des richesses. Die Linke doit s'y préparer, y sensibiliser dans les syndicats et réfléchir à des initiatives en faveur d'alliances.

Deuxièmement, la transition écologique et sociale est déjà en cours aujourd'hui - et va s'accélérer. Dans les entreprises, elle est accompagnée d'une nouvelle vague de rationalisation. Le travail et la vie seront modifiés (digitalisation). Nous n'entrons pas dans une période de stabilité, mais de bouleversements. Dans l'industrie automobile, autant dans les grands groupes que chez les sous-traitants, tout cela est déjà omniprésent. Cette transition écologique et sociale sera façonnée d'en haut si la gauche sociale - et en particulier Die Linke - ne s'en mêle pas. Que faut-il faire, afin que ce soit les intérêts des ouvrier-es, des employé-es et des chômeur-es qui figurent au centre des préoccupations et pas ceux des entreprises et des spéculateurs financiers ? En partant des propositions formulées - comme celle d'une « transition verte de gauche » de Bernd Riexinger - des réponses pratiques pourraient être trouvées dans le cadre d'une discussion approfondie avec les comités d'entreprise et les représentant-es du personnel, les syndicalistes et des militant-es du mouvement pour la justice environnementale et climatique. Ceux et celles qui ne veulent pas que la transformation de l'économie et de la société s'opère sous la conduite d'une coalition des partis conservateurs et des Verts, doivent rendre concrètes des solutions alternatives socialistes et écologiques. Cela implique des propositions de réformes claires, qui dans une certaine mesure doivent être utopiques : qu'elles énoncent le nécessaire et pas seulement le concevable. Il faudra amener en tant que parti des préoccupations sociales dans le mouvement pour la justice climatique et environnementale et y être actif ; et il faudra aussi écouter et vouloir apprendre pour faire avancer le débat sur des réponses de gauche. Croire que l'on dispose d'un stock de vérités (allant du keynésianisme plus ou moins de gauche jusqu'à la tradition révolutionnaire) qu'il suffirait de livrer n'apporte pas grand-chose en tout cas.

Troisièmement, l'extrême droite qui se radicalise dans ce pays n'est pas vaincue, même si l'AfD n'avait plus le vent en poupe dernièrement. Le danger réside dans son développement continu en Allemagne de l'Est ; c'est là qu'elle est le plus fascisante. Les phénomènes de crise de l'AfD ne devraient pas nous leurrer, en particulier parce que le poison social qui l'a nourrie (insécurité sociale, perte de confiance dans les partis traditionnels, attitudes racistes et autoritaires existantes) est toujours là et peut se propager davantage en temps de crise. Le défi demeure d'exprimer la colère légitime des gens qui, déçus, se tournent vers l'extrême droite, sans tirer la conclusion erronée que le gros des personnes frustrées auraient la tentation d'une radicalité nationaliste, parce qu'ils sont des électeurs et des électrices déçus par la gauche.

## Et maintenant, Die Linke ? Les défis après le congrès fédéral

---

\* Thomas Goes, sociologue, fait des recherches sur le précaire, les syndicats, la conscience des travailleurs et travailleuses. Il est militant de Die Linke à Göttingen et adhérent du courant « Bewegungslinke » (la gauche en mouvement).

Nous reproduisons ici sa contribution aux débats en cours dans ce parti (<https://diefreiheitsliebe.de/politik/was-nun-linke-herausforderungen-nach-dem-bundesparteitag/>), traduite de l'allemand par Alexis Rousselin.

Une version plus courte a été publiée dans le numéro d'avril du mensuel Sozialistische Zeitung (SoZ), proche de l'Internationale Sozialistische Organisation (ISO), section allemande de la IVe Internationale (<https://www.sozone.de/2021/04/die-linke-eine-partei-mit-neuem-gesicht/>).